Racisme et nouveau modèle d'État en Bolivie

Carlos Mendoza[1]

En Bolivie, les relations interethniques sont historiquement caractérisées par la domination de la minorité métisse-créole et l'exclusion des indigènes de l'appareil d'État. Certes, le modèle d'État-nation a cherché à intégrer cette communauté, mais sans jamais lui reconnaître ses particularités culturelles et en l'assimilant au paysannat. Le nouvel État plurinational entend désormais satisfaire cette revendication identitaire.

Dans un continent où les clivages ethniques demeurent très marqués, la Bolivie se trouve aujourd'hui à un tournant de son histoire. Pour la première fois, un Indien a été élu en janvier 2006 à la tête du pays et l'ensemble des indigènes se sont réapproprié le contrôle de l'État après cinq siècles d'exclusion. Le racisme, qu'il prenne la forme d'attaques personnelles ou collectives contre les indigènes ou qu'il se traduise par leur exclusion de l'appareil d'État, peut être considéré comme un facteur explicatif du glissement d'un modèle d'État à un autre. De fait, un modèle d'État plurinational est en train de se substituer au modèle de l'État-nation, né de la révolution de 1952[2], qui avait notamment accordé le droit de vote aux indigènes.

Cette évolution d'un modèle d'État vers un autre a connu une étape décisive en janvier 2009, lorsque les indigènes, traditionnel-

1. Sociologue et anthropologue bolivien.
2. La révolution de 1952 a abouti au démantèlement de l'État oligarchique bolivien – qui se réduisait tout au plus à trois grands propriétaires miniers et à une poignée de propriétaires fonciers – et à l'incorporation au sein de l'État des indigènes. Cette insertion cependant s'est très vite avérée insuffisante.

lement exclus du pouvoir, ont réclamé la tenue d'une Assemblée constituante qui a attesté leur présence au sein de l'État bolivien. Cette initiative fut ambitieuse et délicate, car la volonté de changement des indigènes se heurtait de plein fouet à la vive résistance de groupes habitués jusque-là à tenir les rênes du pouvoir.

Les indigènes, qui se considèrent comme des acteurs sociaux préexistant à l'État bolivien, ont revendiqué avant tout le droit à l'autodétermination face à un pouvoir traditionnellement monopolisé par les *mestizo-criollos*[3]. Cet indigénisme ne s'appuie pas seulement sur une critique radicale de l'État bolivien, mais aussi sur une critique de l'ensemble de la société occidentale. Aussi, la lutte pour la cause autochtone doit-elle être comprise comme la lutte de tout un peuple contre le néocolonialisme, à savoir la domination d'un groupe ethnique sur un autre. C'est ce qui explique que la référence à l'indien ne désigne pas simplement une catégorie de personnes au sein de la nation, et que la lutte « indigène » ne peut se satisfaire d'une stricte analyse de classe.

Ajoutons que le racisme et la discrimination raciale touchent non pas à des aspects circonstanciels, mais aux fondements même de l'essence humaine. Le problème de l'Indien, c'est d'être indien. Le reproche qui lui est fait, c'est d'être lui-même. Les actes racistes sont surtout ici des attaques portées à une communauté ethnique à travers ses membres.

État excluant et actes racistes

Une construction institutionnelle déterminée influe sur les valeurs dont les individus sont porteurs. Autrement dit, l'exclusion institutionnelle dont sont victimes les indigènes se répercute dans des actes racistes commis au quotidien. Une série de préjugés sont profondément ancrés en Bolivie. L'indigène représente avant tout l'« autre », qui, par définition, est peu ou mal connu. Le mépris et

3. En Bolivie, l'allusion à l'oligarchie concerne l'oligarchie blanche ou criolla – les descendants des Espagnols en Amérique latine – qui s'est consolidée depuis la période coloniale. Le métissage n'a pas changé l'attitude générale envers les indigènes. Les notions d'oligarchie blanche et d'indiens restent des notions archétypales à forte charge symbolique. Elles permettent d'identifier les groupes ethniques en présence. Aussi, en Bolivie, les Blancs sont-ils le plus souvent appelés blancoïdes. Le métissage culturel n'a pas supprimé les tensions qui découlent des rapports interethniques. Une oligarchie en voie de métissage continue ainsi à montrer, même dans ce contexte, tout son mépris pour les indigènes.

l'ignorance font qu'il n'est généralement pas considéré comme un digne représentant de la société occidentale.

Taxer une personne d'« Indien » est aujourd'hui encore, même depuis l'avènement du nouvel État bolivien, perçu comme une insulte. En Bolivie, il est de surcroît possible de déduire le contenu péjoratif du qualificatif à partir du contexte et selon la façon dont il est utilisé. Qualifier quelqu'un d'Indien peut vouloir dire que cet autre ne participe pas aux avantages de la culture occidentale. C'est lui signifier qu'il est un sauvage (dans le sens de non civilisé). Les indigènes sont souvent dénigrés en raison de valeurs spécifiques ou d'éléments concrets, tels que des caractéristiques phénotypiques, leur mauvaise connaissance du castillan, leur habillement (pauvre ou ethniquement marqué), leur grossièreté (« ils sont étrangers aux bonnes manières »), leur manque d'instruction. Ces insultes et préjugés sont révélateurs des tensions interethniques existantes dans le pays.

Le racisme a contribué à saper les fondements du projet de l'État-nation, analysé par des sociologues boliviens comme Zavaleta (1989, 1990). À l'origine, la révolution de 1952 a produit un discours politique qui a transformé les indigènes en paysans, de sorte que la vision de l'Indien ou de la « classe indigène » a fini par se confondre avec celle du paysannat. C'est la raison pour laquelle, en dépit de la volonté de bâtir un État-nation, les paysans ont continué à être ouvertement dénigrés du fait même de leur « indianité ». L'indigène est resté à la marge d'un État qui, jusqu'au début du 21e siècle, lui a imposé des obstacles institutionnels, pour étudier, accéder aux soins médicaux, etc.

Le racisme renvoie à des pratiques anciennes, dans lesquelles – aussi paradoxal que cela puisse paraître – beaucoup de gens ne se reconnaissent pas. Il ne s'appuie pas sur un discours élaboré, ce qui rend la question indigène particulièrement difficile à saisir. Il se double par contre souvent d'un discours paternaliste – « *il faut secourir et guider les Indiens* » – qui est porteur de préjugés et qui maintient une forme d'exclusion ancestrale.

L'opposition historique entre l'oligarchie blanche et les populations autochtones s'est nourrie de ce racisme (trois siècles de vie coloniale et deux de vie républicaine), même si ce dernier s'est atténué avec le temps. Historiquement, l'État bolivien a été construit par

les *criollos*[4]. Dès l'origine, les indigènes ont été exclus de l'appareil d'État. Toutefois, en raison de leur nombre – ils représentaient la majorité de la population – et du type de rapport qu'ils entretenaient avec les élites blanches, les indigènes ont pu préserver leur capacité de résistance face au *statu quo* imposé par la République. Ils sont ainsi parvenus à faire entendre leurs voix, en réclamant leur intégration dans l'État bolivien[5] et leur participation au pouvoir. Cette période a contribué à forger la représentation commune de l'Indien.

Rattacher l'indigène au passé a toujours fait partie en Bolivie d'une stratégie politique, qui permettait de nier l'existence des indigènes au profit de la population métisse. De fait, on entend souvent dire dans le pays qu'« *il n'y a pas d'Indiens ou si peu. On y rencontre que des métis* ».

Incapacité de l'État-nation à résoudre le problème racial

Le projet d'État-nation a été conçu par les classes moyennes (de gauche comme de droite), qui ont voulu reproduire dans les pays d'Amérique latine des modèles ramenés de l'outre-mer, notamment français. Dans le cas bolivien, ces tentatives se sont soldées par des échecs et ont révélé l'incapacité de la société non indigène, après 200 ans passés à la tête de l'État, à surmonter son racisme atavique. Ce facteur explique pourquoi le processus de construction de l'État-nation est resté incomplet et inachevé. Ce type de modèle s'appuie en effet sur une lecture unifiée de la société, dans laquelle les paysans sont en général considérés comme la composante populaire d'une société perçue comme un tout. Autrement dit, il est supposé exister une continuité culturelle entre les classes populaires et l'élite. Cette vision est partagée par une certaine gauche, pour

---

4. En Bolivie, les *criollos* sont les descendants des Espagnols venus s'installer aux Amériques.

5. Telle est, par exemple, la position de l'ancien président de la Bolivie, l'Indien Victor Hugo Cardenas (1986), opposé à l'établissement d'une nouvelle Constitution. À ce sujet, Silvia Rivera écrit : « *À la fin des années 1960 est venue une nouvelle génération de jeunes aymaras, lesquels se sentaient "étrangers dans leur propre pays" malgré leur accès formel à la citoyenneté. Ils continuaient en effet à subir quotidiennement la discrimination ethnique, la manipulation, les politiques d'humiliation et d'atteinte à leur dignité humaine. Ce présent oppressif apparaissait comme un anachronisme et comme un paradoxe dans la rhétorique "intégrationniste" prônée par l'idéologie officielle – le nationalisme révolutionnaire – et en même temps comme un élément crucial dans la récupération et la réélaboration de la connaissance historique du passé indigène.* »

laquelle les rapports de classe et de domination en Bolivie doivent s'inscrire dans un cadre marqué par une supposée unité culturelle.

Au moment de la révolution de 1952, la gauche a privilégié une grille de lecture de type ouvriériste. Les mineurs étaient considérés comme l'avant-garde du mouvement ouvrier et populaire et il était envisagé de fonder le premier État marxiste de la région – projet avorté après la chute du parti hégémonique au profit du MNR (Mouvement national révolutionnaire).

Cette lecture, à l'instar de celle promue par la droite, était obnubilée par la dimension de classe, et de ce fait incapable de prendre en compte la question ethnique dans toutes ses dimensions. Cette approche des indigènes – du seul point de vue de leur appartenance à la classe populaire – est restée dominante jusqu'à l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales. Élite et classes populaires étaient donc considérées comme les deux pôles d'une même société, identique et « unifiée ». Des interactions existaient, caractérisées par des rapports de domination et des points de rupture, notamment en raison de la résistance des classes populaires.

Au sein de l'État-nation, le métissage était assimilé à un processus d'intégration au monde occidental. C'est pourquoi la révolution de 1952 n'a intégré qu'imparfaitement ou partiellement les autochtones au sein de l'État. Officiellement toutefois, les indigènes étaient intégrés à l'idée de nation. Pour la première fois, ils entraient dans l'histoire. Dans les discours politiques, ils faisaient désormais partie du « nous, les Boliviens », mais dans les faits, cette intégration s'est avérée largement incomplète. D'une certaine manière, les indigènes sont entrés dans l'État sans vraiment y avoir leur place.

Cette intégration institutionnelle s'est faite, d'une certaine façon, à contrecœur. Quelle en a été la réalité pour des indigènes, qualifiés de « paysans » au cours du demi-siècle qui a suivi la révolution de 1952 ? Ironiquement, l'un des derniers représentants du projet d'État-nation fut un indigène : l'ancien vice-président Victor Hugo Cardenas (1993-1997). Celui-ci, après le referendum qui a entériné la nouvelle Constitution de 2009, a d'ailleurs fait savoir tout le mal qu'il pensait du nouveau cadre légal qui entend mettre un terme à l'idée d'État-nation au profit de l'État plurinational.

La prise de conscience de l'approche ouvriériste empruntée par l'État-nation a constitué une étape nécessaire pour renouveler la réflexion sur la question indigène. Les autochtones entendaient désormais défendre une lecture du monde fondée sur l'altérité, qui

était susceptible de transformer en profondeur l'État bolivien. Leur projet visait à intégrer les institutions d'État dont ils étaient historiquement exclus.

Durant la période qui suivit la révolution et surtout vers la fin du 20e siècle, la Bolivie a vu se détériorer le système politique de l'État-nation jusqu'à son extinction pure et simple. Le deuxième gouvernement de Banzer (1997-2002) a constitué un tournant critique dans ce processus. C'est à ce moment que les grandes coalitions gouvernementales qui dirigeaient la Bolivie ont manifesté leur incapacité à résoudre les problèmes du pays. Cette forme d'État était entrée dans une zone de non-retour. Par ailleurs, des acteurs jusque-là ignorés – tels les indigènes – la contestaient. Les prémisses de cette crise remontaient déjà aux gouvernements de Paz Zamora (1989-1993) et de Sanchez de Lozada (1993-1997) où une série d'ajustements – perçus comme largement insuffisants – dans la structure de l'État[6], avaient été réalisés. Cette insatisfaction a finalement abouti à ouvrir la voie à l'Assemblée constituante d'octobre 2003 (« *la agenda de octubre* ») et à l'expulsion du président Sanchez de Lozada.

Le métissage pour renforcer l'État-nation

Pour consolider l'État-nation, un des mécanismes utilisés consistait à contourner le débat sur la question ethnique par l'évocation du métissage. Cette notion véhiculait l'idée d'un processus historique d'homogénéisation. En se métissant, la société était appelée à se réunir autour de valeurs communes, de type occidental. Quant à « l'autre », c'est-à-dire l'indigène (avec ses valeurs propres), il était implicitement amalgamé au passé. En ce sens, il ne lui restait plus qu'à accepter cette société qui ne le reniait plus, mais entendait toutefois l'intégrer aux valeurs occidentales et humanistes. À l'opposé de ce modèle « intégrateur », l'Indien – qui a conçu la Constitution actuelle de la Bolivie -, estimait important d'insister sur les rapports entre les indigènes, l'État et ses institutions, marqués jusqu'ici par l'exclusion et le racisme. Les rapports interethniques, leur tem-

6. À titre d'exemple, on peut mentionner les lois de réforme de l'éducation, la loi de participation populaire (une meilleure définition des autorités locales et municipales) et la loi de capitalisation (la voie privilégiée par la Bolivie pour les processus de privatisation des grandes entreprises d'État).

poralité et leur évolution, étaient de ce fait mis sous les feux des projecteurs.

Le métissage a permis de placer l'ensemble des Boliviens dans une sorte de « moule commun » et d'être assimilés à une même culture populaire. Les indigènes y étaient considérés comme des minorités appelées à disparaître ou du moins à rester dans leurs propres espaces d'indianité, de sorte qu'ils ne pouvaient porter atteinte à l'essence de l'État bolivien à la fois *blancoïde* et métis. L'universalisation de la culture occidentale à travers le métissage, entre autres mécanismes de généralisation, a tendu ainsi à gommer les spécificités culturelles.

Depuis l'accession au pouvoir du MAS (Movimiento al Socialismo) d'Evo Morales, on parle de « révolution indo-métisse », expression dans laquelle se retrouve l'évocation du métissage. Cela signifie que, pour les acteurs du processus de transformation, la notion de métissage peut aussi servir de base au renforcement de l'identité indigène. Ce concept en Bolivie est polysémique. Il exprime tantôt une distanciation, tantôt une proximité vis-à-vis de l'indigène. En ce sens, il renvoie à l'idée d'une continuité par rapport aux origines ethniques ou à la fin d'un parcours : la « disparition » des traits ethniques propres à l'indigène.

La remise en cause de l'identité indienne par le biais du métissage était liée jusqu'il y a peu à la volonté des gouvernants de restreindre le champ d'action politique des indigènes. En ce sens, le métissage renvoyait à une certaine forme de racisme et parler de métissage permettait de brouiller la compréhension de l'identité indigène. En Bolivie pourtant, la référence aux origines est chose commune dans le langage courant et met en évidence la difficulté des relations interethniques dans le pays. Un exemple significatif est la vague de migration importante des « paysans » – ainsi nommés pour occulter la réalité culturelle des indigènes – qui sont venus grossir les banlieues des principales villes de Bolivie, et en particulier celle de El Alto[7].

Le phénomène migratoire, en plus de désigner un mouvement de population, renvoyait aussi à l'essence même des hommes. Il est à l'origine de plusieurs mythes comme celui de l'Indien « chimiquement pur » : seul demeure indien celui en provenance des communautés éloignées. Le métissage s'effectue ici, par déplacement.

7. El Alto, ville adossée à La Paz de près d'un million d'habitants.

La migration transforme l'indigène en métis, tout comme le processus d'alphabétisation transforme l'autochtone en métis. Seuls les autochtones seraient des Indiens, car ils conserveraient leurs coutumes « non contaminées ». Au contraire, ceux qui ont appris à lire et qui de plus vivent en ville, seraient sur la voie de l'« assimilation » et ne sont donc plus considérés comme des « autochtones ».

Dans le débat plus large sur la question identitaire en Amérique latine, certaines personnes se sont considérées comme les représentants culturels des populations indigènes en Europe, et ont pu contribuer à diffuser une image tronquée de la réalité. C'est dans cette perspective que les Indiens ont notamment été assimilés à la classe populaire.

Des auteurs comme les Français Guignon et Passeron (1989) se sont penchés sur les rapports de classe dans le contexte de leur pays. Leur analyse portait principalement sur les classes moyennes françaises, mais concernait aussi l'étude des classes populaires en général. Ces auteurs ont proposé une interprétation qui renvoie dos à dos deux lectures sociologiques : la première envisage une continuité entre les élites et le peuple et finit par véhiculer – en parlant des manques des classes populaires – une certaine forme de misérabilisme, la deuxième dite populiste idéalise au contraire l'altérité. En analysant ces deux lectures, Guignon et Passeron ont mis en évidence des points de rencontre qui découlent de rapports de domination ou de dynamiques de différentiation nées de la résistance des classes populaires.

Toutefois, l'analyse de la société bolivienne ne peut uniquement être envisagée en termes de rapports de classe, elle doit l'être également en termes de rapports interethniques. Dans ce cas, l'accent est mis sur le point de rupture entre la culture de l'élite et celle des indigènes. Le relativisme culturel de Guignon et Passeron ne peut s'appliquer ici, dans la mesure où la différence culturelle met surtout en exergue les spécificités des indigènes, non pas pour tomber dans le misérabilisme, mais pour parler du droit des peuples à l'autodétermination.

L'État plurinational et la lutte contre le racisme

L'historiographie traditionnelle en Bolivie, à l'instar de celle d'autres pays d'Amérique latine, a minimisé l'importance du mouvement indigène et contribué à sa méconnaissance. Les travaux d'historiens et de sociologues comme Ramiro Condarco et Silvia

Rivera ont toutefois permis de mettre en évidence deux dimensions importantes de cette histoire : la vigueur du mouvement autochtone, notamment lors de nombreux soulèvements[8] et l'expression d'une idéologie indigène en faveur d'une prise de pouvoir afin de permettre l'autodétermination des peuples originaires.

L'identité indigène s'entend comme une culture spécifique et particulière dans le monde. Il s'agit d'une identité parmi d'autres, par opposition à la prétention d'universalité manifestée par la culture occidentale, laquelle est d'ailleurs tout aussi particulière et spécifique. Une identité vivante mène souvent à une prise de conscience collective et éventuellement à un désir d'autodétermination. Cela dans la mesure où l'expression de l'identité, peut être liée à la conscience de l'identité et à la revendication du droit de vivre une certaine identité. Dans cette perspective, il est important de noter, si l'on veut comprendre les événements actuels, que la notion d'« indianité » est étroitement liée à la résistance et à la volonté d'émancipation.

En Bolivie, la référence ethnique s'impose par le fait qu'elle s'exprime au quotidien. Une conscience générale de la question existe, mais de manière diffuse. Ainsi, le mot indien peut être utilisé pour stigmatiser certaines personnes et groupes ou, au contraire, servir de base de revendication de la part de ces mêmes groupes. Du fait de son omniprésence, la prise en compte de cette dimension apparaît comme nécessaire à la compréhension générale de la réalité.

La perspective ethnique ne s'est toutefois pas substituée à une lecture de gauche. Elle s'en distingue plutôt, en ce sens où le clivage ethnique y est perçu comme une contradiction fondamentale au sein de la société. Il faut reconnaître que cette situation demeure en grande partie non résolue dans l'ensemble des pays latino-américains, peut-être parce qu'elle n'a pas encore vraiment été prise à bras-le-corps. Pour l'État de 1952, l'indigène était considéré comme une composante des « masses »[9] à laquelle une dimension ethnique était parfois attachée, notamment du fait que les indigènes n'avaient jamais perdu la conscience de leur identité, peut-être en raison du racisme dont ils étaient l'objet…

---

8. Au cours du 19e siècle, les indigènes se sont soulevés de façon sporadique au travers de révoltes de différentes envergures à la faveur d'événements particuliers ou en réponse à des abus de nature diverse.
9. Dans cette catégorie générique que sont les masses, l'Indien représente toujours l'autre (dans le sens où il se trouve en marge de la société).

En ce qui concerne les prises de position de type ethniciste ou indigéniste, des anthropologues et ethnohistoriens comme Thérèse Bouysse Cassagne (1987) et Charles Sempat Assadourian (1983) ont soutenu l'idée d'une spécificité amérindienne. Ces auteurs se sont intéressés aux survivances culturelles qui se manifestent aujourd'hui encore dans des rapports néocoloniaux, ce qui leur a permis d'étayer l'hypothèse d'une « continuité » entre le vécu des indigènes aujourd'hui et celui d'il y a quelques siècles. Dans cette perspective, les Blancs (ou *blancoïdes*) ont toujours cherché à perpétuer les clivages ethniques et culturels. Ils ont considéré les indigènes non seulement comme une catégorie sociale – les pauvres – mais aussi comme une catégorie ethnique – les « autres ». Les ethnohistoriens et anthropologues ont davantage interprété le fossé entre les élites et les indigènes comme relevant d'un clivage culturel.

Dans un pays où la majorité de la population est indigène, les rapports de pouvoir ont inévitablement une composante ethnique. C'est pour cette raison que les indigènes ont cherché à modifier la structure même de l'État. Après plusieurs années de soulèvements et d'insurrections, un indigène occupe à présent le sommet du pouvoir et une nouvelle Constitution a été proclamée en janvier 2009. Auparavant, au cours du 20e siècle, le mouvement indigène avait déjà témoigné de sa vigueur par des mesures telles que la fin des formes de servitude personnelle (1946) auxquelles les indigènes étaient soumis, ou la réforme agraire de 1953.

L'émergence du mouvement indigène

À la fin du 20e siècle et surtout au début du 21e siècle, la population paysanne de la ville de El Alto[10] s'est réappropriée son identité aymara et indienne avant de prendre la ville de La Paz, et d'expulser le président néolibéral, Gonzalo Sánchez de Lozada, à la suite de ce qu'on a appelé la « guerre du gaz »[11]. Pour expliquer la révolution minière de 1952, Zavaleta a développé l'idée d'« accumulation des masses ». Les indigènes avaient accumulé 500 ans de mépris. Les cinquante années qui ont suivi les « *jornadas de abril* » (nom que

10. En se séparant de la banlieue de El Alto, la ville de La Paz a fait de celle-ci, au début des années 1980, sa voisine appauvrie et dépendante sur de nombreux aspects.
11. En 2003, des affrontements sur la question du gaz entre les habitants de El Alto et le gouvernement de Gonzalo Sánchez de Lozada, ont fait fuir ce dernier vers les États-Unis.

l'on donne parfois à la dite révolution) ont été considérées par les indigènes comme un prélude à la prise du pouvoir. Pour les classes moyennes et plus généralement les *mestizos-criollos*, en revanche, les indigènes se sont emparés du pouvoir sur le vif, sans mot dire.

Il est clair que le racisme latent de la société bolivienne a contribué au maintien de l'identité indigène. Comment l'Indien pouvait-il s'intégrer à une nation qui, dans les faits, le méprisait ? L'État, né de la révolution de 1952, n'a pas montré de réelle volonté d'incorporer les paysans-indiens dans les institutions et son discours sur le métissage a montré lui aussi toutes ses faiblesses. La forme inachevée de l'État-nation et la conservation de traits néocoloniaux ont été déterminantes dans la persistance du racisme en Bolivie et à l'origine de la revendication d'autodétermination des mouvements indigènes[12].

Leur lutte visait notamment à pouvoir exprimer leurs spécificités culturelles au sein de l'État. Un objectif qui a été atteint avec la nouvelle Constitution qui reconnaît désormais les autonomies indigènes. Pour autant, il n'est pas ici question de pureté culturelle supposée[13], même si les caractéristiques qui permettent d'identifier les indigènes sont de nature culturelle. En fait, les indigènes ont cherché avant tout à s'opposer à un héritage commun en Amérique, dans la mesure où celui-ci faisait de l'indigène, un étranger sur sa propre terre.

Pendant 500 ans, l'Indien a préparé son retour. Vingt ans avant l'irruption des indigènes au pouvoir, Silvia Rivera avait annoncé dans les milieux universitaires, que les indigènes s'apprêtaient à prendre le pouvoir, en s'appuyant sur une nouvelle lecture idéologique. La détérioration du climat politique dans les dernières années du 20e siècle et « la guerre de l'eau » en 2001[14] peuvent d'ailleurs être considérées comme des moments clés pour les indigènes dans le « processus d'enterrement » de l'État *mestizo-criollo* hérité de la période coloniale. L'État, au sein duquel l'Indien était marginalisé, est devenu un État plurinational. Les indigènes ont mis fin, du même

---

12. L'autodétermination des peuples peut être lue comme une autoaffirmation culturelle, avec tout ce que cela implique en termes de volonté de vivre les valeurs ancestrales.
13. Cette autoaffirmation des peuples autochtones est considérée par certains comme une sorte de « pachamamisme » (en référence à la notion andine de Pachamama ou terre mère) nostalgique et quasiment sans contenu.
14. Des manifestations qui ont conduit à l'expulsion de l'entreprise multinationale qui contrôlait l'eau à Cochabamba.

coup, à une lecture gramscienne de la réalité bolivienne qui a été dominante pendant un demi-siècle.

Des modèles d'État en conflit à l'Assemblée constituante

En dépit de la généralisation de l'idée du métissage, il va de soi qu'une partie de la population bolivienne a continué à être discriminée en raison de son indianité. Les revendications indigènes, ancrées dans la réalité, répondent donc à un besoin de reconnaissance et de dignité jusque-là ignoré. Le retour à une forme d'organisation étatique de type inca (*Tawantinsuyo*) n'est cependant pas à l'ordre du jour. La priorité pour les indigènes consiste davantage à consolider la nouvelle Constitution. Viendra ensuite le moment d'esquisser un projet politique, basé qui sait sur les savoirs ancestraux.

Il existe une incompatibilité dans l'approche de la question indigène entre une certaine gauche bolivienne et le mouvement indigène qui a conçu la Constitution politique actuelle. La première, fidèle à sa tradition politique, a systématiquement assimilé l'Indien bolivien au paysan, comme ce fut le cas pendant près d'un demi-siècle. En revanche, le mouvement indigène a abandonné cette lecture de type économiciste. Il s'est autoproclamé avant tout Indien et a cherché à mettre en évidence des aspects culturels plutôt qu'une dimension de type socio-économique. En outre, soulignons que les indigènes ont privilégié une lecture transversale de la société passant par une dénonciation du clivage ethnique.

Par le passé, lorsqu'il était question d'Indien dans le discours politique, cela renvoyait à une réalité peu connue que l'on préférait souvent taire. La dimension ethnique était occultée et l'accent était mis sur la dichotomie entre riches et pauvres. L'indigène était *de facto* incorporé au système politique occidental et désigné comme pauvre. L'exclusion des indigènes de l'État semblait relever d'une sorte de fatalité.

Pour résoudre les épineux problèmes des rapports interethniques et du racisme, l'Assemblée constituante bolivienne a proposé la création d'un État plurinational. La nouvelle Constitution reconnaît l'existence des nations indigènes ainsi que leur culture en tant que mode d'organisation au sein de l'État bolivien. Elle se veut en quelque sorte la pièce maîtresse d'un cadre progressivement moins discriminateur envers les indigènes.

Les différents groupes ethniques exigeaient de l'État – en tant que nations – le droit de vivre dans le cadre d'un État plurinational

qui respecte leur volonté d'autonomie et leurs cultures particulières, par opposition au modèle de l'État-nation assimilateur et universalisant. Face à une telle évolution, il est intéressant de constater qu'au moment où l'« occidentalisation du monde » semblait presque achevée, les cultures locales n'avaient pas disparu. Plus encore, elles ont été déterminantes dans la proposition d'un nouveau type d'État.

Les indigènes ont ainsi revendiqué la possibilité de vivre leur spécificité culturelle dans un État appelé à s'adapter, mais sans pour autant tomber dans le travers de la « pureté culturelle ». Le mouvement indigène est un mouvement pluraliste. En son sein, certains prônent une forme d'altérité poussée à l'extrême au sein de la société bolivienne. Certains entendent ainsi créer un État aymara, en laissant de côté l'État bolivien et en redessinant les frontières internationales actuelles. D'autres au contraire contestent la nouvelle Constitution et envisagent toujours la société en termes homogénéisant. Enfin il y a ceux qui se situent dans le cadre d'une altérité relative, qui leur permet de vivre leur culture indigène dans le cadre constitutionnel actuel. Ces derniers sont les principaux représentants du modèle mis en œuvre par le gouvernement d'Evo Morales et assurent une présence autochtone au sein du parlement.

Bibliographie

Bouysse-Cassagne T., Harris O., Platt T. (1987), *Tres reflexiones sobre el pensamiento andino*, La Paz, Hisbol.

Condarco R., *Zarate : el temible Wilka*, Historia de la rebelión indígena de 1899, 2da edición.

Passeron J.-C. et Guignon C. (1989), *Le savant et le populaire : misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Gallimard.

Rivera Cusicanqui, S. (1986). *Oprimidos pero no vencidos. Luchas del campesiando aymara y quechua en Bolivia 1900-1980*, Instituto de investigaciones de las Naciones Unidas para el desarrollo social, Rapport.

Sempat Assadourian C. (1973), *Modos de producción,* Buenos Aires, Nueva Visión.

Sempat Assadourian C. (1983), *El sistema de la economía colonial : el mercado interior, regiones y espacio económico*, Nueva Imagen México.

Zavaleta R. (1989), *El Estado en América Latina*, La Paz, Los Amigos del Libro.

Zavaleta R. (1990), *Formación de la conciencia nacional,* La Paz, Los Amigos del Libro.

Vattimo G. (1987), *La Fin de la modernité : nihilisme et herméneutique dans la culture post-moderne*, Paris, Seuil.